

Taiwan : le dragon discret

Alors que l'écrasement du mouvement démocratique en Chine populaire vient nous rappeler que les réformes politiques sont peut-être plus difficiles à réussir que les réformes économiques, Taiwan, l'autre Chine, offre un visage différent. Le succès économique y est tel que l'excédent courant a fini par devenir encombrant, cependant que des réformes politiques, certes encore prudentes, devraient permettre à l'île de sortir de son isolement.

Les performances économiques depuis 1955

La réussite économique de Taiwan se mesure d'autant mieux qu'on la compare à celle de son homologue coréen, qui occupe, en général, la vedette parmi les NPI. Sur trente-cinq ans, les performances de Taiwan sont égales, sinon supérieures, à celles de la Corée du Sud, ainsi que le montrent les tableaux 1 et 2. La croissance par habitant est sensiblement la même dans les deux pays mais l'inflation est beaucoup mieux contrôlée à Taiwan, dont l'excédent courant dépasse le plus souvent celui de la Corée, cependant que le niveau de vie y est nettement plus élevé.

TABLEAU 1
Comparaison des performances coréennes et taiwanaises de 1955 à 1988

Taux de croissance annuel	PNB/Habitant		Inflation		Exportation	
	Corée	Taiwan	Corée	Taiwan	Corée	Taiwan
1973/1955	5,2	6,4	14,1	4,9	26,0	17,0
1988/1973	6,8	6,2	13,1	7,9	14,0	12,0

Sources : Ministry of Finance, Taiwan; Economic Planning Board, Corée.

TABLEAU 2
Situation actuelle des deux pays

	Corée du Sud	Taiwan
Niveau de revenu par habitant (en \$, 1988)	4 040	6 045
Excédent courant (milliards de \$, moyenne 1986-1987-1988)	9,6	14,8
Taux d'inflation (en %, 1988)	7,1	1,3

Source : Nomura, Quarterly Economic Review.

Cette réussite économique, l'île la doit à un savant mélange d'étatisme (héritage de Sun Yat-sen), d'autoritarisme (la loi martiale n'est levée que depuis deux ans), de planification économique et de libéralisme. Les grandes orientations du développement économique ont été et sont encore définies par le pouvoir politique, relayé par un puissant secteur public qui contrôle les hauteurs dominantes de l'économie (banques, industries de base et armement, centres de recherche et développement...). L'investissement public représente encore aujourd'hui une part considérable de l'investissement total, soit 42 % en 1987 (répartis à peu près également entre l'État et les entreprises publiques), alors que la part du secteur public dans la valeur ajoutée totale n'est que de 20 %.

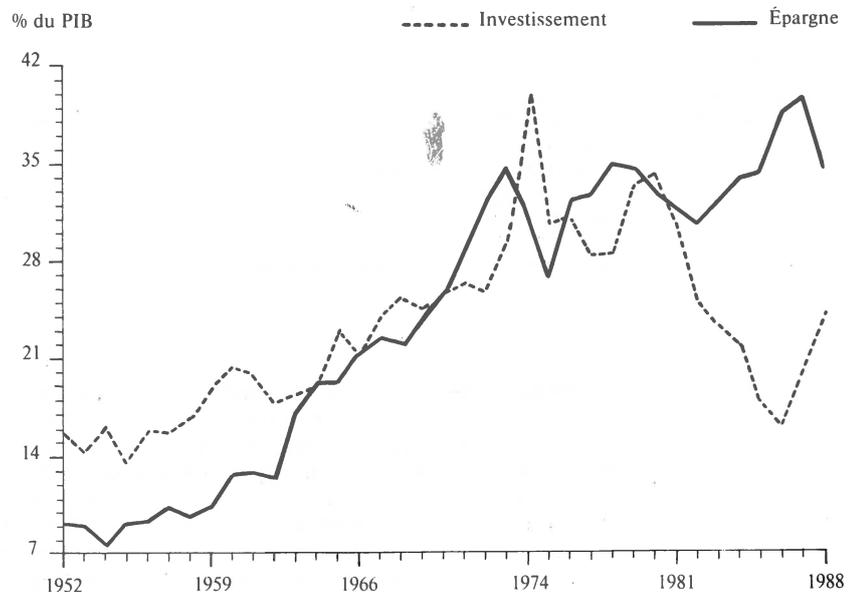
2 Le paradoxe des investissements

Étonnante, dans le cas de Taiwan, est la relative faiblesse de l'investissement, qui est principalement imputable au secteur privé. Celui-ci est surtout composé de petites et moyennes entreprises de type familial, qui appartiennent à des secteurs peu capitalistiques (textile, assemblage) et y sont souvent en situation de sous-traitance pour le compte de firmes multinationales. Le retour sur investissement est très court et permet un amortissement de l'investissement en deux ou trois ans. La flexibilité des industries locales leur permet de satisfaire dans des délais records toute commande qui leur est adressée (presque tous les grands du prêt-à-porter parisien y ont leur correspondant). Au total, les besoins en investissement de ces entreprises familiales sont modestes et leur endettement réduit, ce qui les différencie nettement des entreprises coréennes. Cette structure industrielle, caractéristique de Taiwan, résulte largement de la politique suivie par le gouvernement qui n'a pas soutenu la création de grands groupes industriels.

Il est vrai qu'une telle situation présente des inconvénients, en particulier la dépendance à l'égard des donneurs d'ordre et la faiblesse des marges réalisées (celles-ci ne sont élevées qu'au stade de la commercialisation). En Corée, la situation est différente puisque les grands groupes tentent en général de maîtriser l'ensemble des opérations de la production à la commercialisation, mais les risques et les coûts encourus sont aussi beaucoup plus importants.

L'avantage comparatif de Taiwan repose, comme dans le cas de Hong-Kong, sur la capacité à créer une multitude de variétés de produits similaires, tandis que la Corée s'appuie davantage sur une stratégie à la japonaise (production de masse de produits standardisés). On conçoit, dans ces conditions, que la mise de fonds à Taiwan soit bien plus réduite qu'en Corée pour un résultat similaire. La rupture observée dans la progression du taux d'investissement à Taiwan (graphique A) est d'ailleurs contemporaine de la décision d'axer le développement sur les industries du traitement de l'information au détriment de celles comme l'automobile qui auraient exigé la mise en place de groupes industriels de grandes dimensions et la coopération avec de grandes multinationales étrangères; l'échec des négociations avec le groupe Toyota a retardé jusqu'à présent l'émergence d'une industrie locale autonome dans ce secteur, où de nombreux assembleurs se partagent un marché très protégé, lucratif et en pleine expansion.

GRAPHIQUE A
Épargne
et investissement
à Taiwan
(en % du PIB)



Source : Quarterly national economic trends, Republic of China.

3 Un excédent encombrant

La montée de l'épargne intérieure forme un contraste saisissant avec l'évolution de l'investissement (graphique A). La croissance des revenus des ménages a été si rapide que la part réservée à l'épargne s'est elle-même accrue plus que proportionnellement; le passage de l'extrême pauvreté à une certaine aisance en moins de trente ans n'a pas entamé les réflexes de prudence d'une population que l'on dit traditionnellement frugale. Au surplus, les limitations aux importations de biens durables (comme par exemple l'automobile), l'absence de véritable protection sociale, la priorité donnée aux études payantes des enfants (et leur envoi éventuel aux États-Unis) sont de puissantes incitations à l'épargne. Pour sa part, l'État a contribué positivement à la formation de l'épargne intérieure.

L'excès de l'épargne sur l'investissement s'est ainsi traduit par la montée d'un excédent courant excessif. Les réserves officielles à la Banque de Chine atteignent des niveaux comparables à ceux de la Banque centrale d'Allemagne (plus de 70 milliards de dollars) et les autorités s'efforcent désormais de réduire cet excédent par tous les moyens. L'ajustement de la balance des opérations courantes a commencé en 1987, s'est poursuivi en 1988 et s'est ralenti au premier semestre 1989. Plusieurs moyens ont été utilisés, notamment pour diminuer l'excédent commercial (tableau 3) :

- l'appréciation du dollar de Taiwan, imposée par les États-Unis, atteint 40 % depuis 1985 et devrait se poursuivre cette année;
- un certain nombre de restrictions à l'importation ont été levées.

TABLEAU 3
Ventilation géographique
du commerce extérieur
de Taiwan

Partenaires	Importations			Exportations		
	(milliards de \$)		Variation (%)	(milliards de \$)		Variation (%)
	1987	1988		1987	1988	
<i>Total</i>	<i>34 957</i>	<i>49 640</i>	<i>+ 42</i>	<i>53 612</i>	<i>60 587</i>	<i>+ 13</i>
Japon	11 840	14 824	+ 25	6 978	8 768	+ 26
États-Unis	7 629	13 002	+ 70	23 660	23 427	- 1
Hong-Kong	754	1 922	+ 155	4 118	5 578	+ 35
Europe	5 275	7 996	+ 52	7 888	9 873	+ 25
dont CEE	4 275	6 152	+ 44	7 053	8 841	+ 25
France	474	650	+ 37	772	938	+ 21

Source : Statistiques douanières, Republic of China.

Parallèlement, le contrôle des changes a été relâché et l'autorisation a été donnée aux entreprises taiwanaises d'investir à l'étranger. Taiwan est devenue en 1988 un des premiers investisseurs, sinon le premier, en Thaïlande, avec plus de deux milliards de dollars de projets déposés, ainsi qu'aux Philippines. Par différents canaux, les industriels de Taiwan ont également commencé à investir en Chine populaire, accompagnant un flux croissant d'échanges commerciaux via Hong-Kong.

4 Les incertitudes politiques

Depuis deux ans, l'évolution politique, tant interne qu'externe, révèle une capacité étonnante de ce pays à gérer le changement. Sentant sa fin proche, le fils et successeur de Chiang Kai-sek amorça une évolution décisive en choisissant comme dauphin un taiwanais d'origine, Lee Teng-hui, en levant la loi martiale et en autorisant la constitution de facto de partis politiques d'opposition. Depuis lors, les signes de taiwanisation et de démocratisation de l'appareil d'État se sont multipliés. Aidés en cela par la disparition naturelle des anciens de Kuomintang, les réformateurs modérés ont pris progressivement le dessus au sein du parti et du gouvernement, comme en témoigne la démission au mois de mai dernier du Premier ministre Yu, considéré comme le chef de file des conservateurs. Cette volonté de réforme a permis jusqu'à présent de réduire la place de l'opposition, de plus celle-ci est très divisée entre les autonomistes et ceux qui demeurent attachés à la Chine. Enfin, la popularité du président Lee est, semble-t-il, très grande, ce qui assure au pays une transition relativement pacifique malgré la multiplication des mouvements de protestation publics. Taiwan se différencie ainsi de son concurrent coréen.

Plus spectaculaire encore était, avant la répression sanglante de la place Tien an men, l'évolution des relations avec la Chine continentale : la multiplication des voyages privés, l'autorisation de faire du commerce indirect avec le continent et, enfin, l'énoncé de la nouvelle doctrine officielle de Taiwan, marquaient la volonté d'en finir avec l'état de guerre en principe toujours prévalent. La nouvelle doctrine officielle, en effet, remplace l'affirmation de la seule légitimité du gouvernement de Taiwan à gouverner la Chine toute entière par la formule « une Chine, deux gouvernements », formule qui implique la reconnaissance de la légalité du gouvernement de Pékin. Tout en s'opposant à celle choisie pour Hong-Kong « un pays, deux systèmes ».

Cette stratégie devrait permettre à Taiwan de siéger à égalité avec la Chine populaire dans un certain nombre d'organisations internationales et de sortir ainsi d'un isolement diplomatique grandissant. La présence d'une délégation officielle taiwanaise de haut niveau à la dernière réunion de l'Asian Development Bank, qui se tenait à Pékin même, son attitude respectueuse des usages diplomatiques à l'égard de la délégation de la Chine populaire, marquent très officiellement et publiquement que Taiwan entend désormais traiter le gouvernement de Pékin de plus en plus comme n'importe quel gouvernement étranger.

Les événements récents vont sans doute ralentir le processus de normalisation des relations avec la Chine populaire. De plus, l'inquiétude légitime de la population de Hong-Kong quant à son avenir pourrait poser des problèmes difficiles à Taiwan. Cependant, ces événements ont aussi eu pour effet de confirmer la renonciation officielle et définitive du gouvernement de Taiwan à la reconquête du continent, ce qui permet de ménager l'avenir.

Cette lettre peut être citée librement à condition de mentionner la source.

Vient de paraître

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. (1) 48 42 64 64

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 186 F (France).
215 F (Etranger).
26 F (suppl. pour envoi
par avion).

Commande adressée à :
La Documentation française.
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
Jean-Michel Charpin.

CPPP n° 1462 AD.
3^e trimestre 1989
juillet 1989

Imp. Louis-Jean - GAP

Imprimé en France.

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle du CEPII (*)
N° 38, 2^e trimestre 1989, 100 pages

PERESTROÏKA

ÉDITORIAL

Destination inconnue
(Jean-Michel Charpin)

ÉCONOMIES
NATIONALES

Perestroïka : l'état des lieux
(Gérard Wild)

URSS : essai d'analyse conjoncturelle
(Nina Kousnetzoff)

COMMERCE
INTERNATIONAL

Les réformes des relations économiques extérieures
(Georges Sokoloff)

ÉCONOMIES
NATIONALES

L'agriculture soviétique — sous contrat —
(Chantal Beaucourt)

La perestroïka outre-mer
(Daniel Pineye)

La marche des réformes en URSS et en Europe de l'Est
(Dominique Pianelli)

LU

Les réformes dans les économies socialistes
(Françoise Lemoine)

(*) En vente à la Documentation Française.

• Abonnement d'un an (4 numéros)..... 265 F (France); 335 F (Etranger); 51 F (suppl. pour envoi par avion)
• Prix du numéro..... 70,00 F